

ITALIE : L'INFLATION REPART À LA HAUSSE

L'Italie fait face à une poussée d'inflation sans précédent et généralisée, et elle ne devrait pas échapper à une phase récessive cet hiver. Même si l'activité a surpris à la hausse au T3 (+0,5% t/t selon la première estimation de l'Istat), le baromètre indique clairement que les perspectives économiques continuent de s'assombrir.

Les indices de confiance des consommateurs sont sans appel : l'indice lié aux perspectives financières (à 12 mois) a chuté en octobre à son plus bas niveau historique. Il passe ainsi en dessous du précédent record établi en juin 2012, durant la crise de la dette souveraine en Europe. Du côté des entreprises, la production industrielle plafonne en raison de la crise énergétique et des problèmes d'approvisionnement, qui perdurent dans de nombreux secteurs. L'indice PMI relatif aux nouvelles commandes manufacturières est par ailleurs tombé à son pire niveau depuis avril 2009, si on exclut la chute durant le premier confinement.

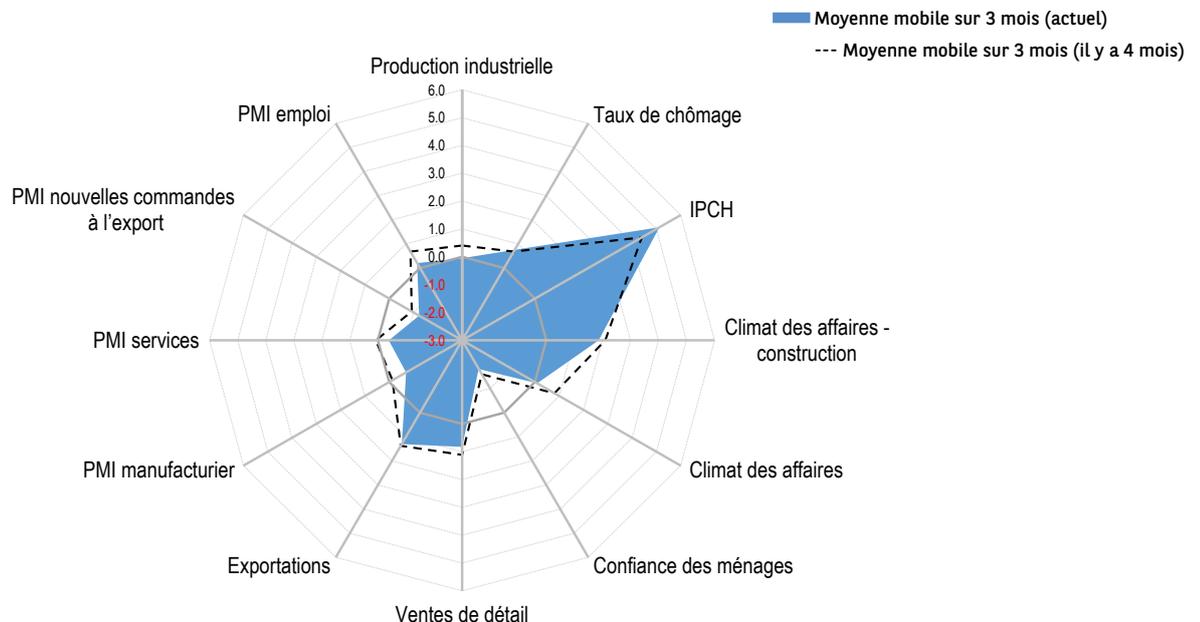
L'inflation harmonisée (HICP) s'est envolée de 9,4% en septembre à 12,6% en octobre, un niveau supérieur de 2 points à la moyenne de la zone euro. Les prix énergétiques – dont la croissance annuelle est passée de +41,2% en septembre et +72,4% en octobre – ont fortement contribué à la hausse de l'inflation le mois dernier. Toutefois, si on exclut la composante énergétique de l'HICP, l'Italie enregistre une croissance des prix inférieure à celle de la zone euro : 6,4% a/a contre 6,9% a/a.

Face à la crise énergétique, la nouvelle administration conduite par Giorgia Meloni s'apprête à dévoiler le budget pour 2023. Il devrait inclure plus de EUR 30 mds d'emprunts publics supplémentaires pour financer les aides aux ménages et aux entreprises. Giancarlo Giorgetti, le ministre des Finances italien, a d'ores et déjà annoncé une revalorisation importante des pensions de retraite de 7,3% en 2023.

Le gouvernement avance toutefois sur une ligne de crête. Il doit trouver le juste équilibre entre un renforcement des mesures de soutien à l'économie – nécessaire et promis lors de la campagne électorale – et les risques de marché qui découleraient d'une détérioration trop importante des finances publiques. Les taux d'intérêt souverains sur les obligations italiennes de long terme, ainsi que les écarts de rendement avec le Bund allemand se sont repliés depuis la fin du mois d'octobre. Néanmoins, les levées de dette de l'État italien seront une nouvelle fois importantes en 2023. Le poids du service de la dette devrait donc logiquement s'élever au cours de l'année prochaine.

Guillaume Derrien

ITALIE : ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DES INDICATEURS



SOURCES : REFINITIV, BNP PARIBAS

Les indicateurs du radar sont transformés en « z-scores » (écarts par rapport à la valeur moyenne de long terme exprimée en écart-type). Ces z-scores ont une moyenne de zéro et leur valeur fluctue ici entre -3 et +6. Sur le radar, la zone en bleu indique les conditions économiques actuelles. Elle est comparée aux conditions 4 mois auparavant (pointillés). Un élargissement de la zone bleue indique une amélioration de l'indicateur d'activité.